

FLAMBEAU

des démocrates

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS, D'INVESTIGATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITE
N° 0397 du Jeudi 02 avril 2015 PRIX : 250 F CFA

Pour tout renseignement,
information ou conseil

contacter le centre d'appel
au N° VERT

8201

OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Boycott de la présidentielle



Brigitte Adjmagbo,
Pdte CAP 2015

Apévon Dodji,
Pdt CAR

P.3

Le CAP 2015 et le CAR à couteaux tirés

CONFIDENTIEL

Des officiers prêchent la non violence à Bè

P.3

La patrie en danger

Quel avenir pour la jeune démocratie togolaise avec une ANC "incivique" ?

P.5



Politique

Présidentielle 2015 :

ADDI s'insurge contre la proposition de la CEDEAO

P.5



Aimé Gogué, Pdt de l'ADDI

Economie

Amélioration du
climat des affaires

Le Guichet Unique dans la phase export maritime

P.4

Sport/Coupes africaines

Matches retour

Semassi de Sokodé et l'AS Togo Port, profil bas

P.7



L'AS Togo Port

Mines et Energie

Les efforts des cinq dernières années

Le ministère de l'Energie et des Mines est chargé de l'élaboration et la mise en œuvre de la politique gouvernementale dans les domaines de l'énergie, des mines et de la géologie ainsi que du contrôle des autres secteurs dépendant de son autorité. Il assure la tutelle des entreprises et établissements publics qui relèvent de sa compétence.

Dans le cadre du renforcement de capacité, le personnel de la DGE a bénéficié en 2011 d'une série de formations aussi bien sur le plan national, régional, qu'international dans divers domaines. Bien que la plupart des formations aient été organisées par des pays étrangers ou des organismes internationaux, on notera qu'en 2011, le MME a aussi organisé un séminaire de formation dans le but d'initier les cadres de son personnel à la gestion axée sur les résultats (GAR) et au cadre de dépense à moyen terme (CDMT).

Les autres formations dont le personnel de la DGE a bénéficié ont été d'ordre un peu plus technique, notamment en :

- Maîtrise de l'énergie et efficacité énergétique ;
- Énergies renouvelables ;
- Audit énergétique ;
- Système d'information géographique ;
- Système d'information énergétique.

Le ministère des Mines et de l'Energie a également bénéficié de la coopération internationale et régionale à travers l'IRENA (Agence Internationale pour les Energies Renouvelables).

Cette agence, comme son nom l'indique, a été mise sur pied dans le but de promouvoir à l'échelle mondiale les énergies renouvelables. Mais l'agence n'est entrée dans sa phase opérationnelle qu'en 2011, les années précédentes ayant été consacrées à l'élaboration de ses statuts règlementaires. Le Togo a été très actif dans cette première phase, ce qui lui a valu une place dans le comité de gouvernance et affaires juridiques et budget au sein (du PrepCom), l'organe décisionnel qui a précédé l'Assemblée Générale.

Les statuts ainsi élaborés ont eu à être adoptés au niveau national par chaque pays membre de l'IRENA. L'adoption de ces

statuts par l'Assemblée nationale togolaise a eu lieu en 2011. Il est à rappeler que le Togo est aux côtés de cinq autres pays africains (Mali, Sénégal, Nigeria, Sud Afrique et l'Erythrée) sur 21 pays, dans le conseil de l'IRENA, et il occupe actuellement le fauteuil de la Vice-présidence du Comité de gouvernance et affaires Juridiques. Le second atout de cette coopération est la création du centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO (CEREEC). Il a été créé dans l'optique de la mise en œuvre de la politique du livre blanc de la CEDEAO pour l'accès aux services énergétiques. Son objectif est de contribuer au développement durable de l'Afrique de l'Ouest sur les plans social, économique, environnemental en créant un cadre favorable pour l'émergence des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Le centre a ainsi organisé plusieurs réunions et séminaires de formation auxquels le Togo a pris part. Il s'agit notamment de formations sur le logiciel RETSCREEN et sur le système d'information géographique (SIG), toutes deux dédiées à l'élaboration des projets d'énergies

renouvelables.

Des sommets ont été organisés en collaboration avec le ministère dans le secteur de l'énergie

Concernant le sommet sur l'énergie, les 09 et 10 mars 2011, s'est tenu à l'hôtel Mercure Sarakawa de Lomé, le sommet de l'énergie en Afrique organisé par le ministère des Mines et de l'Energie avec la collaboration de l'Association pour le Développement de l'Energie en Afrique (ADEA). Ce sommet a connu la participation de plusieurs délégués venus d'Afrique et d'ailleurs représentant les institutions étatiques et les sociétés intervenant dans le secteur de l'énergie qui se sont réunis pour réfléchir sur le développement et l'intensification de la production énergétique en Afrique et la distribution de l'énergie dans les zones rurales. Les discussions ont porté sur la fourniture de l'énergie à moindres coûts aux populations. Les participants ont mis l'accent sur la problématique des énergies renouvelables qui constituent, selon eux, l'une des solutions à la crise énergétique et aussi sur l'utilisation du gaz naturel pour produire l'électricité.

Un Séminaire d'information et de sensibilisation sur la maîtrise de l'énergie et l'efficacité énergétique s'est tenu dans le même cadre du 14 au 16 novembre 2011, à Lomé.

Ce Séminaire a été organisé par l'organisation Internationale de la Francophonie à travers son organe subsidiaire l'Institut de l'Energie et de l'Environnement de Francophonie (IEPF) en collaboration avec notre ministère. Il a regroupé des participants de plus de 19 pays.

Au cours du séminaire, plusieurs thèmes ont été développés. Il s'agit, entre autres, du financement du secteur, de l'électrification rurale, du débat climatique dans le cadre de la conférence de Rio à venir.

D'autres activités ont été menées, telle la mission de l'ISESCO sur le développement d'une stratégie de promotion des énergies renouvelables, le renforcement du réseau électrique dans la région de la Kara, la poursuite des différents programmes/projets entamés dans le secteur.

Fin

Edson (stagiaire)

Présidentielle 2015

AJECTOD appelle à la culture de l'apaisement

Amener tous les Togolais à s'inscrire dans la dynamique de promotion de la démocratie et du développement à travers la culture de la paix. C'est donc le message que véhicule l'Action des Jeunes Citoyens Togolais pour la Démocratie et le Développement (AJECTOD), surtout en cette période sensible du Togo marquée par la tenue de la présidentielle du 25 avril prochain. Devant la presse le jeudi 26 mars dernier, le message a également été le même.

Créée en 2013, l'Action des Jeunes Citoyens Togolais pour la Démocratie et le Développement (AJECTOD) s'est assigné une mission essentielle, celle d'œuvrer pour le développement et la promotion des valeurs citoyennes au Togo. Tel un défi, la noble ambition de cette jeune association se décline sous diverses actions devant concourir à la culture de l'apaisement social, la salubrité publique, la lutte contre des actes de vandalisme et d'anarchie, la promotion de l'état de droit, l'adhésion des citoyens aux valeurs et idéaux de la démocratie, la culture de la tolérance entre les citoyens togolais et surtout la lutte contre la violence.

A cet effet, à travers

une conférence de presse axée sur la thématique «*Apports et contributions de l'AJECTOD à l'élection présidentielle de 2015 au Togo et perspectives d'avenir de l'association*», cette association se dit «*inquiète*» par l'instabilité que l'on observe à l'approche de chaque joute électorale au Togo. Laquelle situation déplorable, à en croire son Président, est le plus souvent due à des questions de troubles à l'ordre public, de perturbations du climat de paix, d'intoxications des populations, des menaces de tout genre et surtout à l'idée répétitive et soutenue par des partis politiques faisant cas de la non transparence des scrutins électoraux.

Ainsi, dans le souci donc d'accorder une chance à



la jeune démocratie togolaise d'émerger, surtout au regard de certains événements qui ont cours dans le pays, «*Nous interpelons tous les acteurs politiques impliqués ou non dans le processus électoral présidentiel de 2015 à la culture de l'apaisement*», a lancé Tioré Bruno Tokomani. Une vertu qui, poursuit-il, se veut l'«*une des conditions prioritaires du développe-*

ment et de l'émergence économique de notre pays».

Cette démarche vise, selon les premiers responsables de l'AJECTOD, à «*préserver la paix, rien que la paix*», puis faire de l'élection présidentielle de 2015, «*une compétition sportive à l'issue de laquelle, le vainqueur aura à endosser la lourde responsabilité de sortir le Togo de sa situation économique fragile*

et de la pauvreté». Ce faisant, tous contribuent ainsi à «*réinstaurer au sein du peuple togolais, l'esprit de confiance et d'assurance pour des élections paisibles et un vote transparent*», a, par ailleurs, ajouté Tioré Bruno Tokomani. D'ores et déjà, cette association entend déployer, lors de ce scrutin, ses membres sur l'étendue du territoire. Ceci, précise son Président, afin que ceux-ci prêtent l'œil aussi bien sur le déroulement du vote que sur le comportement des citoyens.

Hormis les domaines d'actions précités, AJECTOD accorde également dans sa feuille de route, une place de choix à la promotion de la gente féminine. Surtout les femmes en milieu rural qui, malgré leurs multiples efforts pour la survie tant du ménage que de l'économie nationale, continuent toujours par vivre dans des conditions précaires.

Magloire TEKO

Boycott de la présidentielle :

Le CAP 2015 et le CAR à couteaux tirés

Le Comité d'action pour le renouveau (Car) et le Combat pour l'alternance en 2015 (Cap 2015) se regardent depuis quelque temps en chien de faïence. Le premier ne jure que par le boycott de la prochaine présidentielle, alors que le second a fait de la participation à cette échéance sa priorité. Mais le parti de Me Dodji Apévon continue sa

du processus électoral pour donner la chance aux réformes, le Comité d'action pour le renouveau (Car) a lancé une campagne pour appeler les populations à ne pas aller voter le jour du scrutin.

Me Paul Dodji Apévon et son parti doigtent particulièrement l'Alliance nationale pour le changement (Anc) de Jean-Pierre



Mme Brigitte Adjamagbo,
Pdt du CAP 2015

déjà le vainqueur », à en croire Me Dodji Apévon. L'Anc serait alors en mission commandée pour Unir, malgré les appels du Car à se retirer du processus électoral conduit de manière cavalière par la CENI.

Ces allégations du Car ne réjouissent pas au Combat pour l'alternance politique en 2015 (CAP 2015). Dans une émission sur une radio privée de la place, Me Abi Tchessa, président national du Pacte socialiste pour le renouveau (Psr), membre du CAP 2015 et Ouro-Akpo



Me Dodji Apévon,
Pdt du CAR

Tchagnao, député de l'Anc se sont insurgé contre cette position du Car. A les en croire, cette position constitue un danger pour l'alternance. Pour Me Abi Tchessa, le Car qui ne participe pas à cette élection, n'est pas autorisé à appeler les populations à la boycotter. Cela relève de « la rigueur démocratique ». « Appeler au boycott, c'est aug-

menter le taux d'abstention et permettre à Faure Gnassingbé d'obtenir un 3^e mandat », a déclaré Ouro-Akpo Tchagnao. Il a ajouté : « Il suffit que tous les Togolais sortent massivement le jour-là et pour aller voter le candidat du CAP 2015, et la limitation du mandat présidentiel et les deux tours d'élections sont obtenus ».

Donc selon eux, c'est le Car qui est en mission commandée pour le parti au pouvoir. Ceci dans le but de légitimer un 3^e mandat de Faure Gnassingbé. On est aujourd'hui en présence d'un jeu de ping pong entre l'Anc et le Car qui se renvoient les torts. Finalement, qui roule pour qui ? En tout cas, le processus, lui, continue son chemin et le scrutin aura lieu finalement le 25 avril 2015 après la proposition de report de 10 jours par la CEDEAO.

Isidore

On est aujourd'hui en présence d'un jeu de ping pong entre l'Anc et le Car qui se renvoient les torts.

prédication contre une élection fraudée d'avance, surtout sans les réformes constitutionnelles et institutionnelles. Ainsi après avoir appelé en vain les quatre candidats de l'opposition à se retirer

Fabre qui aurait un deal avec Unir pour favoriser un 3^e mandat de Faure Gnassingbé. Sinon, l'on ne comprendrait pas pourquoi le parti orange s'entête à participer à une élection dont on « connaît

Le CAR reste ferme sur sa position

Le parti des déshérités fait de la question des réformes institutionnelles et constitutionnelles un préalable pour la tenue du scrutin présidentiel. Les premiers responsables dudit parti ont à cet effet refusé de présenter un candidat à la présidentielle de 2015. Cette position, le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) la maintient et se prépare à appeler les populations au boycott sans la mise en œuvre des réformes, gages d'un scrutin acceptable.

A travers une rencontre avec la presse tenue le mardi dernier à son siège, le Comité d'Action pour le Renouveau par l'entremise d'une déclaration liminaire signée de son président Me Apévon Dodji, s'insurge contre l'attitude des partis Unir et Anc qui tentent de détourner l'attention des populations des questions de réformes et dénonce la manœuvre des deux partis sur le report souhaité du président de la Cedeao de 10 jours du scrutin.

Lire en substance le contenu de la déclaration liminaire.

Le CAR rappelle que la revendication fondamentale exprimée par 85% des Togolais pour la bonne tenue du scrutin présidentiel de 2015 est la réalisation des réformes prescrites par l'APG, avec un accent particulier sur le scrutin à deux tours et la limitation du mandat présidentiel.

C'est récemment qu'à l'initiative d'Alberto Olympio, le problème des irrégularités du fichier électoral est venu se greffer sur la question fondamentale des réformes.

Le CAR s'étonne que l'ANC et l'Unir s'ingénient aujourd'hui à entretenir la diversion en tentant de détourner l'attention des Togolais de la ques-

tion des réformes en faisant semblant de la confondre avec le problème du fichier électoral.

Pour faire avaler la pilule aux populations, les deux partis ont été chercher le Président de la CEDEAO, son excellence John Dramani Mahama pour venir à Lomé annoncer la nouvelle.

Le CAR tient à dénoncer vigoureusement la manœuvre.

Les auteurs de la manœuvre ferment pour longtemps la voie à l'alternance démocratique si le scrutin présidentiel programmé pour le mois d'avril vient à se tenir sans le rétablissement des deux tours de scrutin et le règlement de la ques-

tion de la limitation de mandat présidentiel.

C'est le lieu de souligner que si l'ANC ne s'était pas entendue avec l'Unir pour empêcher les réformes, elle n'aurait pas offert à Faure Gnassingbé, la possibilité de se prévaloir de la constitution en vigueur pour s'octroyer le prochain mandat présidentiel et briguer d'autres mandats à l'avenir.

Le CAR lance à nouveau un vibrant appel à tous les compatriotes pour démontrer que le scrutin annoncé en l'absence des réformes est une mascarade et doit être repris.

Le CAR salue la venue au Togo des deux experts de l'Union Européenne pour les besoins de la mise en œuvre des dispositions de l'Accord de Cotonou concernant le respect des principes démocratiques et la bonne gouvernance dans notre pays.

Le CAR est convaincu que la mission des deux experts contribuera à édifier la communauté internationale sur la nécessité de la reprise du scrutin.

Fait à Lomé, le 30 mars

**Pour le CAR,
le Président national
Me Paul Dodji Apévon**

CONFIDENTIEL

Des officiers prêchent la non violence à Bè

La non-violence, on ne cessera jamais d'en parler, surtout en ces périodes électorales où, en Afrique et plus particulièrement au Togo, on cède facilement à la violence. Une situation que veulent prévenir des officiers de l'armée, originaires du canton de Bè une première dans l'histoire du Togo.

L'initiative est louable. Elle mérite d'ailleurs encouragement et félicitation. L'anecdote que racontent certaines personnes dans le quartier Bè est que ceux qui ont « déjà frappé » reviennent pour pacifier les populations et faire de la prochaine présidentielle une fête entre civile et homme en uniforme. En tout cas, les officiers, fils du canton en mission actuellement dans le quartier redouté pour des violences dans les périodes électorales à aller à la rencontre des gens de ce quartier, afin de discuter et parler surtout de la non-violence, sont déterminés.

Ces officiers que nous avons surpris ont requis l'anonymat, tellement la mission est un peu délicate. Ils font du

porte-à-porte en sensibilisant leurs frères et soeurs de Bè, surtout la jeunesse à ne pas céder à la violence. Un message qui, au même moment qu'il surprend les gens, les amène à réfléchir sur la portée de cette démarche. Ne dit-on pas que le linge sale se lave en famille ? Ces officiers ont fait leur cet adage « Si les officiers se trouvent dans la nécessité de faire eux-mêmes le déplacement de Bè, c'est qu'il y a un changement dans le pays. La réconciliation commence par faire pousser des racines dans les cœurs des gens. Le Togo de demain se voit déjà à travers ces actes louables », s'est exclamé un habitant du quartier.

Déjà, des associations, des groupes de personnes et même des membres du gouvernement sillonnent tout le territoire pour appeler les populations à la non-violence. Cette action des officiers interpellent plus d'un parmi la pléiade d'initiatives déjà existant.

FD

Amélioration du climat des affaires Le Guichet Unique dans la phase export maritime

Installée au Togo après la convention signée par l'Etat togolais en octobre 2013 avec le Bureau Véritas Bv Soget, la Société d'Exploitation du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur au Togo (Seguce Togo) monte en charge. Après les différentes étapes de l'effectivité du Guichet Unique, la phase export maritime vient d'être lancée. C'était le 27 mars dernier à Lomé à travers une cérémonie de lancement qui a vu la participation des différents acteurs du Guichet Unique pour le Commerce extérieur au Togo.

Dans son mot de circonstance, le Directeur Général de Seguce Togo, Olivier Lederer a salué la disponibilité et la confiance des différents partenaires qui ont cru en l'effectivité du Guce. Il a aussi remercié le gouvernement togolais pour sa forte vision politique qui permet à ce jour d'expérimenter le Guichet Unique, avant de rappeler à tous la nécessité pour le Togo de passer à l'étape de la phase export pour l'émergence de son économie. « Le développement adéquat ne doit pas provenir que de l'importation pour un pays comme le Togo dont la population est à 75% agricole », a-t-il souligné. Il s'est par ailleurs appesanti sur les objectifs du Seguce qui permet désormais la dématérialisation de l'administration pour la célérité des formalités. Olivier Lederer



Olivier Lederer, DG SEGUCE Togo

n'a pas manqué de rappeler aux différents acteurs du Guce, l'entière disponibilité de sa structure pour assurer la compétitivité au Port Autonome de Lomé. « Je vous demande de s'approprier cette plateforme qu'est le Seguce pour favoriser la compétitivité », a-t-il conclu.

Pour sa part, le représentant du ministre du Commerce, Bamana Baroma a

salué l'avènement du Guichet Unique au Togo. « Nous devons prendre le risque de croire au Guce car il permet aujourd'hui au Togo de jouer le rôle de fenêtre des pays enclavés », a-t-il souhaité.

Il a profité de l'occasion pour énumérer les atouts économiques que recèle le Togo et dont le premier s'avère être le Port Autonome de Lomé, devenu un Port en eau profonde. « Nous devons faire preuve d'audace, notre pays ne manque pas d'atouts. La mise en place de la phase export ce jour marque la généralisation du trafic maritime », a exprimé ce dernier en guise de lancement de la phase export du trafic maritime.

La phase export a ensuite été présentée aux différents acteurs par le Directeur de projet de Seguce Togo. Notons que depuis l'installation du Guce qui est la plateforme dématérialisée accessible 24h/24, 136 transitaires utilisent le système avec déjà le traitement de 34.478 conteneurs pour 722 navires annoncés.

Isaac Tonyi

Exemple du traitement d'une exportation maritime dans le Guichet Unique

1-la prévision d'escale

Le représentant de l'armateur du navire se connecte au Guce et y crée l'escale du navire attendu au port de Lomé. Il y indique les caractéristiques du navire, les données générales, le manutentionnaire et agents maritimes concernés, les ports d'escale, les dates de desserte et les postes à quai.

2-confirmation de booking

L'agent consignataire transmet la confirmation de booking depuis son système privatif ou la saisit directement dans le Guce ; elle fait suite à la réservation de place à bord du navire par le transitaire représentant le chargeur.

3-dossier et annonce marchandises :

.le commissionnaire agréé en douane crée son dossier et l'associe à la confirmation de booking.
.création automatique du Document de Frais Unique (DFU)
.le transitaire décrit les marchandises-référence conteneur/ marchandise, quantités conditionnement, nature, spécificités, ainsi que

les informations logistiques-transporteur-camion- qui assurera la livraison.

4- réception des marchandises :

.le manutentionnaire reçoit l'avis d'arrivée des marchandises-informations booking et description des marchandises.

.le manutentionnaire prend en charge la marchandise et transmet le constat de réception-génération des factures au Port Autonome de Lomé et du manutentionnaire.

5-empotage et transfert :

.le commissionnaire agréé en douane saisit et valide la liste d'empotage des marchandises
.il fait ensuite une demande de transfert au lieu d'empotage vers le lieu d'embarquement

6-formalités de douane :

.le commissionnaire agréé en douane valide la déclaration dans sydonia sur la référence dossier (répertoire)
.intégration de la déclaration Sydonia validée et liquidée dans le Guce
.génération de la facture Douane et

autres factures-Conseil National des Chargeurs du Togo et Seguce

7-document de frais unique :

.le Guce envoie ou met à disposition la demande de facturation aux structures émettrices
.les structures émettrices émettent leur facture dans le Guce. Le DFU est émis et envoyé vers les banques.

.la commissionnaire agréé en douane paie le DFU. Le Bon A Sortir (BAS) Export est envoyé au manutentionnaire et est disponible pour les acteurs.

8-embarquement

.l'agent consignataire peut faire un suivi par lot et consulte la liste prévisionnelle de chargement.

.la manutentionnaire transmet les constats de Vu A Bord et la fin des opérations de chargement.

.le Guce génère la liste des marchandises vues à bord et laissées à quai.

.le commissionnaire agréé en douane peut changer son booking et changer de navire pour les marchandises laissées à quai.

Sécurisation du scrutin présidentiel La Fosep 2015 présentée aux acteurs

Le prochain scrutin présidentiel est prévu pour le samedi 25 avril prochain. Et à trois semaines de l'échéance, tous s'activent à divers niveaux, afin de faire de cette joute électorale, un rendez-vous réussi. Le cas de la Force de Sécurité pour l'Élection Présidentielle (FOSEP) 2015 présentée aux différents acteurs et partenaires dudit processus électoral. C'est à travers une rencontre d'information et d'échanges tenue le jeudi 26 mars dernier à Lomé.

A l'occasion, a été présentée aux acteurs nationaux, institutions de la République, diplomates, partis politiques, candidats à ce scrutin, forces de sécurité et professionnels des médias, cette force spéciale intégrée composée de 8.000 gendarmes et policiers.

Dans son allocution de circonstance, le ministre de la Sé-

curité et de la Protection Civile.

Dans un rôle beaucoup plus technique et pédagogique, le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales et le Président de la Commission Nationale Indépendante (Ceni) ont chacun, rappelé par la même occasion au Commandement de FOSEP



curité et de la Protection Civile a notamment retracé la genèse de cette force spéciale qui, de sa création en 2007, a fait son chemin en 2010 et 2013 pour devenir aujourd'hui, un acquis d'importance capitale pour le Togo. Ceci, notamment dans sa quête des conditions optimales de l'organisation d'une élection apaisée. En clair, le gouvernement entend donc à travers la mise en place de cette force, « rompre avec le malheureux spectre de la violence qui caractérisait chaque rendez-vous électoral dans le pays jusqu'en 2005 », a expliqué le Col Damehame Yark.

Après s'être réjoui des efforts déployés depuis lors par cette force qui a « contribué et participé à garantir la paix et la sécurité publique avant, pendant et après les derniers scrutins dans le pays », le Col Damehame a promis que FOSEP 2015, à l'instar des précédentes, « est tout aussi bien outillée que structurée pour mieux faire face à ses missions ». Ainsi, a-t-il invité tous les Togolais à placer en elle, toute leur confiance. Puisqu'elle s'évertuera de nouveau à réitérer son exploit du passé, celui d'« assurer son rôle et ce, dans les règles de l'art et sans distinction aucune », a rassuré le ministre de la Sécurité et

2015, ses devoirs. Lesquelles attributions vont essentiellement de la protection des matériels électoraux à celle des différents candidats en passant par la sécurisation du processus de transmission des résultats des Bureaux de vote (BV) vers les Centres de Vote (CV) et des Celi vers la Ceni.

Aussi, Gilbert Bawara et Taffa Tabiou ont, outre le devoir de la sécurisation des services, acteurs politiques et lieux de rassemblement lors de la campagne, rappelé au commandement de la FOSEP 2015, l'autre défi de taille qui lui incombe, celui du « devoir à la neutralité, à l'impartialité et aux comportements rassurants ». Quant aux sceptiques, Taffa Tabiou rassure : « tout se fera dans les règles de l'art ».

Avant de procéder à la remise officielle du guide de la FOSEP 2015 au Commandant de cette force, Colonel Têko Koudouhovo, Gilbert Bawara a tenu à encourager cette force à continuer par créer des conditions optimales de sérénité, de paix et d'apaisement. Aussi, a-t-il invité chacun à faire preuve de pondération et maturité avant, pendant et après ce scrutin.

Magloire TEKO

La patrie en danger

Quel avenir pour la jeune démocratie togolaise avec une ANC "binoculaire" ?

Le Togo amorce une étape cruciale dans son évolution politico-économique où la culture des valeurs citoyennes devient plus que nécessaire pour le renforce-

sibilisation, la formation et l'éducation des masses.

Mais pour un jeune parti politique tel que l'ANC dont le président se réclame chef de file de l'op-

La liberté d'opinion étant un acquis, il serait dangereux pour les partisans d'une idéologie de faire obstacle aux autres de penser autrement.

ment d'un Etat de Droit. A ce niveau, le privilège est accordé au travail de terrain des partis politiques, puisque l'une des responsabilités sociales de ces derniers est la sen-

sibilisation, c'est paradoxal de se soustraire de ces obligations sociales qui donnent du sens à la démocratie. La liberté d'opinion étant un acquis, il serait dangereux pour les partisans



d'une idéologie de faire obstacle aux autres de penser autrement. Malheureusement, c'est à ce jeu dangereux que se prêtent certains groupes d'activistes se réclamant de l'Alliance Nationale pour le Changement depuis que le processus électoral a été lancé. On se rappelle le meeting de l'UFC tenu en février dernier à Bè Kodjindji où ces jeunes organisés en groupe s'en sont pris vertement au président de l'UFC traité de tous les noms d'oiseau. Ces derniers vont récidiver dans le même quartier en agressant verbalement le président du Comité d'Action pour le Renouveau Me Apévon Dodji de passage. Pour le compte de ces agressions sur les

leaders de partis politiques, il ne faut pas non plus oublier celle dont a été victime le président Nicolas Lawson au sortir d'une émission sur une chaîne radio de la place, quelques mois auparavant. La série d'obstacles à la liberté d'expression et de réunion a pris une autre tournure inquiétante avec des actes de violences à l'encontre des militants du Car à Kagomé, Attiégo, Adanlékponssi, Nyékonakpoè et Gbenyedzi des quartiers périphériques de Lomé.

A un moment aussi critique de la vie politique du Togo, où chaque jour que Dieu fait, toutes les associations se bousculent dans les contrées du pays pour prôner la

non-violence et la culture de la paix, le gouvernement adopte un mutisme total face à ces exactions tout comme il l'a fait quand les miliciens du parti Unir ont, le 15 septembre 2012, proprement violé les manifestants du CST à Adéwui. Mais, quand il s'agit du cas de la préfecture de Dankpen interdit d'accès au parti Unir par les jeunes de la localité qui réclamaient le député Targoner Sambiri la semaine dernière, l'on a vu avec quel empressement le ministre de l'Administration territoriale a réagi. « *Aucun centimètre du pays ne serait interdit à aucun Togolais. Cela n'arrivera jamais* », a martelé Gilbert Bawara. Malheureusement, c'est à ce triste spectacle que l'on assiste depuis que le Car a décidé de boycotter le processus électoral. Comme quoi, quand la situation arrange on fait fi des règles de non-violence et quand ça menace les intérêts, on adopte des mesures.

Nul n'a le monopole de la violence, dit-on souvent. L'émergence des groupes d'activistes et de miliciens à une époque très récente a fait assez de mal à ce pays qu'aucun parti ne devrait s'amuser à réveiller les vieux démons surtout en cette période électorale au risque de mettre la patrie en danger.

Isaac Tonyi

Présidentielle 2015 : ADDI s'insurge contre la proposition de la CEDEAO

La proposition de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui a conduit au report de l'élection présidentielle au 25 avril, n'est pas du goût du parti du Professeur Aimé Gogué. Décidément, l'Alliance des démocrates pour le développement intégral (Addi) en veut à la (CEDEAO), pour ses interventions « *partiales* » au Togo.



Aimé Gogué, Pdt ADDI

Ainsi, après son président, Aimé Gogué qui a vivement critiqué le passage du chef de l'Etat ghanéen, président en exercice de la CEDEAO, John Dramani Mahama, au Togo la semaine dernière, c'est le tour du Conseiller au bureau national du parti, Dr François Nangbadja Kampatib de monter au créneau. Il a d'abord rappelé l'intervention, en 2013, des présidents Goodluck Jonathan du Nigeria et Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire qui, arrivés à Lomé, ont forcé l'opposition à participer aux législatives du 25 juillet 2013. Ils avaient promis qu'après ces échéances, les réformes constitutionnelles et institutionnelles seront mises en œuvre. Mais rien de tout cela aujourd'hui.

« *A chaque fois qu'il y a des élections au Togo, nous constatons que c'est au dernier moment que la CEDEAO se présente pour généralement nous inciter à participer aux élections.*

Ils ne se sont jamais présentés pour dire que la situation est si compliquée qu'il faut surseoir les élections pour éviter le pire. Quand la CEDEAO arrive, c'est pour encourager les élections », a-t-il indiqué. Pour Dr Kampatib, la proposition de John Dramani Mahama ne repose sur aucun fondement. C'est un complot entre la CEDEAO et le gouvernement togolais, à l'en croire. « *En respectant la consigne donnée par la CEDEAO, le gouvernement veut plaire à la communauté internationale et amuser la galerie* », a-t-il souligné.

La semaine dernière, le président du parti a vivement critiqué le gouvernement de ne prendre en compte leur remarque sur le fichier électoral. Il reste néanmoins dans la course pour le fauteuil présidentiel.

Isidore

Grève de la STT : Les travailleurs marchent plutôt le 8 avril

La rencontre entre la Synergie des travailleurs du Togo (STT) et la presse s'est déroulée le lundi 30 mars dernier à « *la Maison de la Santé* » à Lomé. Principale information, la marche pacifique des travailleurs initialement prévue pour ce jeudi 02 avril sur toute l'étendue du territoire, est reportée au mercredi 8 avril prochain.

La coordination explique ce report par le retard du courrier d'information qui devrait aller aux autorités administratives 5 jours avant la tenue de la manifestation, selon la loi qui régit les manifestations publiques au Togo. Cette marche aura pour point de départ le carrefour de Tokoin-Trésor. Elle passera au carrefour lumineux devant le Commissariat central pour chuter au ministère de la Fonction publique. Là, les travailleurs remettront leur déclaration au ministre, après sa lecture. La coordination de la STT demande donc aux forces de l'ordre d'encadrer la manifestation qui se veut pacifique.

A l'intérieur du pays, les marches qui seront organisées simultanément avec celle de Lomé, auront pour point de chute les lo-



Nadou Lawson, Coordinatrice STT

caux des préfectures. Les autorités locales sont invitées à accueillir les travailleurs dans un esprit pacifique.

Toutefois, la STT maintient les autres activités prévues pour cette semaine. Hier mercredi, il a été observé un sit-in dans tous les services de l'administration publique et parapublique. Demain vendredi, les travailleurs seront encore en grève.

Une histoire de la STT et l'ANC

Les détracteurs de la Synergie des travailleurs du Togo (STT) cherchent toujours un moyen pour justifier l'argument selon lequel les revendications de cette centrale seraient d'ordre politique.

Depuis quelques jours, des informations distillées dans l'opinion par des individus à la solde de qui on sait, font état de ce que les responsables de la synergie auraient rencontré quelques figures de l'Alliance nationale pour le changement (Anc).

Cette rencontre serait intervenue dans le cadre des préparatifs de la marche pacifique des travailleurs qui se tiendra la semaine prochaine. Joint au téléphone par un de nos confrères, Dr Atchi Walla a apporté un démenti formel à ces « *informations mensongères* ». « *La STT n'a rencontré ni l'Anc ni aucun parti politique et ne le fera pas. La STT met en garde ceux qui véhiculent de telles informations* », a averti le Coordinateur adjoint de la STT.

Déjà, les organisateurs pointent du doigt le gouvernement qui déverse ces informations dans la masse, puisqu'il a toujours clamé que les revendications de la synergie n'ont rien de social. Les travailleurs, selon les autorités togolaises, sont manipulés par les politiques. Décidément, la STT est devenue une bête féroce à abattre à tout prix.

Isidore

Couverture de la présidentielle de 2015

Les médias s'approprient le « Guide du Journaliste »

Amener les hommes des médias à s'approprier le « Guide du Journaliste » élaboré pour une meilleure couverture de la présidentielle du 25 avril prochain. Ainsi se décline l'objectif d'un atelier de formation ayant réuni, les 31 mars et 1^{er} avril derniers à Kpalimé, une quarantaine de journalistes. Œuvre du Patronat de la Presse Togolaise (PPT), organisation de presse chargée de l'élaboration dudit document.

« Le Guide du Journaliste et de RSF sur la couverture médiatique des élections », c'est en substance autour de ce

gions maritime et plateaux ont été outillés sur le contenu de ce guide dont l'élaboration a été rendue possible grâce à l'assistance fi-



Table d'honneur lors de la cérémonie d'ouverture

thème que s'est tenu ce séminaire de formation. Pendant deux jours, les participants issus de différents médias privés des ré-

nancière du Programme des Nations Unies pour le Développement (Pnud). En somme, il a été question pour ces derniers



Les participants à la formation

de revisiter les différents outils techniques nécessaires pour un travail professionnel sur les lieux de reportage, notamment pendant la période électorale.

De quoi réjouir le Président du Ppt, Komi Zeus Aziadouvo selon qui, cette formation permettra aux professionnels des médias de jouer pleinement leur participation lors de ce scrutin que « tous les Togolais souhaitent apaisé et transparent ». Et pour que ce rêve soit traduit dans les faits, poursuit-il, « Il nous revient de nous appro-

prier des textes qui nous régissent ». Ceci, « afin qu'aucun cas de violences ne vienne de nos rangs », a souhaité le président du Ppt, à l'ouverture des travaux.

Même son de cloche chez le Président de la Plateforme des quatre organisations de presse porteuses du projet, Augustin Sizing. Après s'être réjoui de l'organisation de cette session de formation qui se veut la résultante d'« une vision commune » portée par ces associations, le président de l'Otm ne s'est pas retenu de saluer l'en-

gagement de Ppt à œuvrer pour une unicité d'actions afin d'optimiser les chances de préservation de la paix sociale dans le pays. Puis, a-t-il invité les participants à plus d'« application et de responsabilité » pour un « aboutissement heureux » de cette élection.

Avant l'ouverture des travaux par le Préfet de Kloto, Koffi Edem Apedo, le représentant de la Haac, a décrit la période qui s'annonce comme « une période sensible où les nerfs sont à fleur de peau ». D'où le lieu d'inviter tous les acteurs à éviter des propos haineux et incendiaires afin d'éviter au pays, des jours sombres au lendemain de ce scrutin, a ajouté Victor Aladji.

Les travaux ont essentiellement porté sur cinq communications dont « l'Historique de la couverture électorale au Togo », « Sources d'informations fiables et responsabilité sociale du journaliste en période électorale » et « Cadre légal et institutionnel de l'élection présidentielle ».

Magloire TEKO

Port autonome de Lomé : Les dockers refusent de travailler

Les dockers du Port autonome de Lomé sont en colère depuis le début de cette semaine. Ils observent un mouvement de cessation de travail pour réclamer de meilleures conditions de vie et de travail. Ce mouvement de débrayage des dockers au port autonome de Lomé a commencé suite à la mort par noyade d'un des leurs sur les lieux du travail.

Mais à en croire les dockers, ce drame ne semble pas émouvoir leur employeur. Pour ce dernier, celui qui est décédé n'est pas un docker, mais un vulgaire individu. Cet argument a provoqué la colère des autres dockers qui, en plus de ce drame, ressuscitent une plateforme revendicative qui dort sur le bureau de l'employeur depuis quelque temps. Ils conditionnent la reprise du travail par la satisfaction totale de cette plateforme.

Notamment, les



Contre-Amiral Fogan Adégnon, DG du Port Autonome de Lomé

dockers réclament leur déclaration à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), une augmentation de salaire et un statut d'employé. Le débrayage, il faut le dire, paralyse les activités des dockers au port de Lomé. Ils comptent saisir l'inspection du travail et le gouvernement pour leur exposer le problème. Mais pour l'heure, les dockers maintiennent la pression.

A suivre.

Isidore

Mines : Nayega attire l'Australienne Ferrex

Nayega, une localité située dans la région des Savanes attire depuis quelque temps la société minière australienne Ferrex. Et pour cause, sa terre est pourvue de manganèse qui est une matière utilisée dans la préparation de l'alliage de l'acier, d'aluminium, des piles électriques et des engrais.

Selon les études géologiques réalisées dans le milieu, sur 92 930 hectares, 39% de manganèse ont été trouvés. Une estimation qui dépasse les attentes de ces études. Dave Reeves, Directeur général de la société, espère obtenir des autorités togolaises une convention minière avant la fin du deuxième trimestre pour l'exploitation du manganèse sur le site de Nayega. « Nous étudions tous les volets de cette coopération sur le plan de l'environnement, de la formation du personnel local et de la contribution fiscale de Ferrex à l'économie togolaise », a-t-il indiqué ce mardi.

A en croire les experts, Nayega dispose d'un double avantage, celui de disposer d'un fort potentiel et d'offrir des coûts d'extraction assez moindres. Cette société qui entend nouer un partenariat gagnant-gagnant avec le Togo, prévoit une exportation de 25 000 tonnes de manganèse chaque année.

Cette société vient compléter la liste des sociétés et entreprises existant déjà sur le sol togolais et qui exploitent les gisements miniers. On espère que l'Australienne Ferrex saura prendre en compte le développement du milieu dans lequel il va mener ses activités.

Isidore

NUMÉROS UTILES

CHU-Sylvanus Olympio : 22 21 25 01
 CHU Campus : 22 25 77 68
 Commissariat Central : 22 25 47 39
 Sûreté Nationale : 22 21 28 71
 Sapeurs pompiers : 118 ou
 22 21 67 06
 Police Secours : 117

**Votre mag Galaxy
 Sport dans les
 kiosques**

Matches retour/Coupes africaines

Semassi de Sokodé et l'AS Togo Port, profil bas

Après les débâcles lors de la manche Aller de la ligue africaine des champions et de la coupe de la Caf, respectivement face au Sfax de Tunisie à Lomé (5-0) et face au Fath Union Sport à Rabat (3-0), Semassi de Sokodé et l'AS Togo Port jouent leur va-tout ce dimanche.

C'est avec un profil bas que le champion en titre du Togo et son dauphin abordent la manche retour des différentes coupes africaines pour lesquelles ils se sont qualifiés après l'exercice 2013-2014 du championnat de première division. Après ces sorties humiliantes, les ambitions ont été revues à la baisse dans les différents états major. Si pour les guerriers, le vin est déjà tiré, les portuaires par contre continuent de croire à la qualification.

Semassi de Sokodé, une envie de polir l'image

Les Guerriers de Tchaoudjo feront bel et bien le voyage de Tunis prenant de court nombre d'observateurs amers qui conseillaient la défection. Loin d'une idée de qualifica-



L'AS Togo Port

tion, le club de Tchaoudjo entend rectifier le tir pour sauver l'image du club. A en croire un des dirigeants reçu dans une émission sportive chez nos confrères de radio Victoire Fm, la seule envie pour l'instant est de montrer un nouveau visage du club. « Semassi n'a jamais pris 5 buts à domicile, les joueurs sont galvanisés à aller faire un score honorable à Tunis », a affirmé Baba Touré. Ce dernier est revenu sur le recrutement de Paul Zougbedé en remplacement de Tchanilé Bana limogé. « Il fallait un capitaine dans le bateau et nous avons fait appel à quelqu'un

qui a de la matière, pas forcément pour changer la donne, mais pour conduire l'équipe pour cette manche retour », a-t-il expliqué. Les dirigeants de Semassi signent ainsi leur retour sur terre après avoir passé tout le temps à rêver une qualification pour les phases de poule sans compétition et sans moyens.

L'AS Togo Port, le sursaut d'orgueil

Renverser la tendance de 3 buts à domicile n'est pas impossible mais l'on se demande comment le Port compte s'y prendre ? Seul le technicien Ayivi Ekouévi de-



Semassi de Sokodé

vra y répondre dimanche prochain au stade municipal de Lomé. Toutefois, il convient de souligner que derrière le match aller, le club portuaire ne propose rien de nouveau pour croire à un renversement de la vapeur. Les matches amicaux contre les équipes de ligue ne sont pas de nature à permettre à une équipe sans compétition de jouer le haut niveau. Mais comme les surpris-

ses font toujours partie des grandes compétitions, le vice champion togolais peut continuer par y croire.

Les clubs togolais manquent d'arguments devant ceux du Maghreb et nul ne peut insinuer le contraire. Pour le commun du public sportif, les dés sont jetés.

Del-Jo

Championnats universitaires 7 disciplines sportives à l'honneur

Les championnats universitaires 2015 ont démarré hier sur le campus universitaire de Lomé. Les 21 écoles et universités privées en course vont se rivaliser d'ardeur dans sept disciplines sportives, notamment le Taekwondo, l'Athlétisme,



L'équipe de football de la Faculté de Droit, championne en titre

le Football, le Basket Ball, le Volley ball, le Hand ball et le tennis de table. En tout, l'on compte 1000 étudiants engagés dans ces championnats parmi lesquels on dénombre 525 pour le championnat de Football.

Pour le chargé à l'organisation de la compétition sur le campus Chris Dackey, outre le brassage entre les étudiants, les différentes compétitions permettent de préparer les 6^{ème} jeux universitaires qu'organise la Fédération Internationale des sports universitaires en Corée. Pour le compte du Football, la compétition permet de jauger les joueurs

pour la constitution d'une équipe universitaire en vue du championnat de D2.

Notons qu'hier, la Faculté de Droit, en ouverture, a remis son titre en jeu face à l'INSE (Institut National des Sciences de l'Education) en Football et qu'en Basketball, l'honneur est revenu au champion en titre, la Faseg d'ouvrir le bal face à la Faculté des Sciences et de la Santé.

Pour cette édition 2015, la cérémonie d'ouverture a lieu le 20 avril prochain.

Del-Jo

Crise dans le Football béninois La Fédération dépourvue de son agrément par l'Etat

A peine les championnats nationaux viennent de reprendre au pays de Béhanzin que l'instance suprême du Football béninois tombe dans un autre travers. Tout comme le Togo, le Bénin éprouve des difficultés à sortir son football de l'ornière.

Après les différents problèmes qui ont émaillé le processus pour la mise en place d'un nouveau bureau à la FBF, l'on croyait les crises derrière. Mais hélas, l'arrivée du député Augustin Ahouevebla n'a certainement pas porté chance à l'instance. Ce dernier, en perpétuelle mésentente avec le ministère des Sports, a vu la suprématie de l'institution s'ébranler avec la sanction infligée aux équipes nationales des jeunes pour fraude sur l'âge dans les éliminatoires de la Can U17 et U20. Les ac-



Yayi Boni, Pdt du Bénin

crochages entre les deux institutions ont amené l'Etat à retirer l'agrément à la FBF portant un coup à son existence sur le territoire béninois.

Voilà qui expose le Bénin à une sanction de la Fifa.

Del-Jo

FLAMBEAU
des Démocrates
Rédaction: Topique d'information, d'investigation, d'analyse et de publicités

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC
Siège social : Bd du 13 Janvier,
Nyékonakpoè 06 BP. 60364 Lomé
Tél. (+228) 26 70 04 96
e-mail : Loiclawson@gmail.com
Maison de la Presse Casier N°72

Directeur Général chargé de la Publication
Loïc LAWSON
(90 34 63 25)

Directeur de la Rédaction
AGBESSI T. Isaac.(90 20 36 51)

Rédaction
Edgar K. DJISSENOU
K. Isidore
Magloire TEKO

Stagiaires
LAWSON Boévi Mawuéna Joseph
DOGBE-A. Koffi

PAO
Geodecom (22 48 00 32 / 92 63 85 58)

Imprimerie : St Laurent
Tirage : 3000 exemplaires

SAVOIR NEWS
La Première Agence de Presse Privée au Togo